L'ABEILLE.

PAR BULLITT, MAGNE & Cie.
No. 81, Rue Chartres.

CONDITIONS: $5 par an, payable d'avance ; trois mois pour cas d'essai, $1 ; demi-année, $3.

NOUVELLE-ORLEANS:
SAMEDI MATIN, 13 AOUT 1842.

Jours de publication de l'Abeille :
MARDI, JEUDI ET SAMEDI.

POUR PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS,
HENRY CLAY.
POUR VICE-PRÉSIDENT,
WINFIELD SCOTT.

BULLETIN DE L'INTERIEUR.

Si nos colonnes n'étaient presque entièrement envahies par les nouvelles d'Europe, nous aurions une assez abondante moisson à faire dans les journaux de l'intérieur, nous sommes obligés de mentionner rapidement les points les plus intéressants.

Les séances du Congrès méritent cette fois le premier rang. Le Sénat a continué la discussion du tarif et le 2 courant la discussion a pris un singulier intérêt. Il s'agissait en effet de la section relative à la distribution, MM. Buchanan, Bagby, Woodbury en ont vigoureusement demandé l'annulation; mais le vote du Sénat en a sauvé le maintien par 26 voix contre 22, tout nous assure donc que le bill du Revenu sera adopté par le Sénat tel qu'il a été envoyé par la Chambre. C'est là un grand point; il ne restera plus qu'une difficulté à résoudre, celle de la signature du Président.

Le traité entre l'Angleterre et les Etats-Unis a dû, si l'on en croit le *Journal du Commerce* de New-York, être présenté le 4 courant au Sénat ; et tout porte à croire, suivant ce journal, qu'il sera promptement ratifié. "Ce traité est honorable pour les deux parties, et les conditions en sont aussi favorables qu'on pouvait l'espérer pour les Etats-Unis." Après cette déclaration, ce journal trace la ligne des frontières arrêtée par ce traité d'une manière à peu près conforme aux renseignements que nous avons enregistrés jusqu'ici, seulement il ajoute, et c'est là le point important, que la navigation du cours inférieur de St. John est accordée à l'Etat du Maine et que cet Etat aura le droit d'exporter par cette voie, dans les Etats et colonies britanniques, ses bois et les autres produits de son territoire aux mêmes conditions que les colonies anglaises." Cette concession serait de la plus haute importance et justifierait toutes celles que de son côté le gouvernement de l'Union aurait cru devoir faire. Mais est-elle réelle ? Nous ne tarderons plus à le savoir.

Philadelphie a été le théâtre de scènes déplorables dont nous donnons plus bas un aperçu. Aux dernières dates (1 courant) tout était rentré dans l'ordre, et l'on espérait que rien ne viendrait plus troubler la tranquillité de cette ville.

Nous avons parlé dans un de nos précédents numéros d'une émeute qui a eu lieu à Philadelphie le 1er du courant. les journaux qui nous sont venus par la malle d'hier nous apprennent que ces troubles se sont renouvelés. Voici ce que nous lisons dans le *Pennsylvanian* du 2du courant :

Dans la nuit d'hier, une vive sérieuse et qui a duré près de deux heures s'est élevée entre des blancs et des hommes de couleur, dans le voisinage des rues Shippen et Lombard. Un assez grand nombre de combattants de chaque parti ont été grièvement blessés. Quelques pistolets ont été déchargés, et l'on dit même à une personne qui, à la sortie de tempérance des hommes de couleur qui se tenait à Schuylkill ont donné naissance à cette querelle. Des rassemblements se formaient et se dissipaient vers la rue St. Mary où a eu lieu le fort du combat qui dura assez longtemps, plusieurs personnes y ont été frappées, et quelques-unes grièvement blessées. La police intervint et procéda à quelques arrestations. Des maisons occupées par des hommes de couleur furent démolies, les magasins qui furent ouverts eurent le même sort. Dans la nuit, le trouble augmenta et les rassemblements étaient plus nombreux. Vers 11 heures, deux dames blanches passant dans l'allée Bradford reçurent deux coups de fusil dans les reins; elles furent immédiatement transportées à l'hopital, leurs blessures ne sont pas dangereuses. On fit la visite dans les maisons d'où l'on supposait que ces coups de feu avaient été tirés; on n'trouva quatre nègres que la foule traînait massacrer, un d'entr'eux reçut tant de coups qu'il fut laissé pour mort dans le ruisseau; tous quatres furent transférés au bureau du Maire.

Le soir vers 9 heures, pendant que le shériff et le maire accompagnés d'officiers de police se rendaient sur le lieu du combat, on s'aperçut qu'une grande salle non encore achevée, située rue Lombard, et destinée aux meetings des hommes de couleur, était en feu. En peu d'instants ce vaste édifice fut réduit en cendres. Un autre meeting devait avoir lieu ce même temps, c'était celui de l'Eglise Presbytérienne des hommes de couleur, sise rue St. Mary. Cette église n'est plus, à l'heure qu'il est, qu'un monceau de cendres.

Il était nuit lorsque le journal que nous venons de citer mettait sous presse. On espérait que ces deux incendies volontairement mis à la place de la nouvelle qui a été le premier sujet de tout troubrent tout le reste dans l'ordre.

Nous traduisons de la *Gazette de Cincinnati* le paragraphe suivant :

"Vive Shakspeare. Un concert sacré a été donné la semaine dernière au bénéfice de l'Asyle de Orphelins catholiques. Toutes les personnes charitables de Louisville vinrent en aide à cette bonne œuvre, plusieurs dames et messieurs offrirent volontairement leurs talents, beaucoup d'autres payèrent très cher des billets, ou en achetèrent un grand nombre dont ils n'avaient pas besoin. La salle était bien remplie, et le chiffre de la recette très élevé. Tout le concert, MM. Nagot et Nobiany, qui sont depuis quelques jours dans notre ville, furent invités à prendre part à cet exercice, de la manière et à l'heure qu'ils voudraient. Ils n'avaient été offert à ces Messieurs aucune rétribution, ils n'en avaient pas demandé. Une circonstance assez curieuse, c'est que pendant la durée du concert MM. Nagot et Nobiany *redamnerent la moitié de la recette*, et pour éviter toute contestation, l'Evêque Purcell la garda abandonna."

SINISTRE. — L'habitation de M. F. D. Conrad, sise dans la paroisse de Baton Rouge, a été détruite il y a quelques jours par un incendie, 100 boucauts de sucre ont été brûlés.

Dans la nuit vers dix heures et demie, le feu a pris dans le magasin de librairie et de papeterie de MM. E. Johns & Co., encoignure Commune et St. Charles. Grâce au zèle et aux efforts de nos intrépides pompiers, les progrès de l'incendie ont été bientôt arrêtés. Nous ne pouvons pas évaluer la perte subie par ces messieurs ni dire s'ils étaient couverts par assurances.

Le nouveau steamboat T. Quirk, fera les voyages entre la Nouvelle Orléans et la paroisse St. Landry durant toute la saison de la basse eaux.

Poids des Pains.—Durant la semaine prochaine, le pain de 10 cents devront peser quarante et une onces, celui de 25 de quatre cinquante et une onces et un quart.

Les banques de Nashville ont repris leurs paiements en espèces le 1er du courant. Les billets de la banque des Planteurs payables à Nashville sont au pair, ceux payables aux Trois Etats et aux banques sont au pair ou à un pour cent d'escompte. Les billets de la banque du Tennessee payables à Nashville sont au pair, ceux payables aux branches sont de trois à cinq pour cent d'escompte.

EUROPE.

ARRIVEE DU COLUMBIA.

Les navires à vapeur de la ligne Cunard ne veulent pas perdre un seul moment leur incontestable supériorité. Le *Columbia*, parti de Liverpool le 19 dans l'après midi, est entré à Boston le 1er, courant, à 5 heures du matin, après une traversée de 12 jours et 10 heures, dans laquelle se trouve comprise une station de cinq heures faite à Halifax. C'est sans contredit un des plus beaux voyages que l'on puisse signaler. Le *Caledonia* nous apporte des journaux de Liverpool du 19 et de Londres du 18, mais par une cause que nous ne nous expliquons pas, nous sommes sans journaux de France. Nous devons donc nous en tenir aux renseignements que nous trouvons dans les feuilles anglaises. Au besoin nous y joindrons quelques détails puisés dans le *Courrier des Etats Unis*, et les excellentes appréciations de notre correspondant ne viendront compléter le tout.

FRANCE.

Les journaux de Paris sont remplis de détails relatifs à la mort du duc d'Orléans. Les expressions de douleur et de regret qu'ils ont faites échapper tout d'abord à la nouvelle de ce trépas se maintiendu, font déjà place aux discussions politiques. La question de la Régence domine toutes les autres.

Une ordonnance royale convoque les Chambres pour le 26 juillet, et cette réunion anticipée de la législature nationale a évidemment pour but l'adoption d'une loi relative à la Régence. C'est sur cette question que les partis feront le premier essai de leurs forces. Les journaux demi-ministériels annoncent que l'intention du gouvernement et du Roi serait de confier la Régence au duc de Nemours, en donnant la tutelle à la duchesse d'Orléans. Ce projet n'a pas été plutot connu que l'opposition l'a condamné fort énergiquement. La nomination d'un Régent aurait pour premier inconvénient, a-t-elle dit, la nécessité de voter une dotation pour le duc de Nemours, et mieux vaut éviter cette nécessité en accordant la Régence à la duchesse d'Orléans." Les journaux en ont pris occasion de comparer les mérites respectifs de la duchesse et de son beau frère; et l'avantage peut être ne reste pas au duc de Nemours. On assure que M. Thiers s'est déjà prononcé et qu'il est le partisan de la Régence de la duchesse d'Orléans; ceci n'est sans doute qu'une supposition, car M. Thiers qui était à Mar seille le 11, n'a pu recevoir la nouvelle de la mort du duc d'Orléans que le 16 et ne saurait être à Paris avant le 19.

La *Gazette de France*, journal Carliste, refuse aux autre feuille du même parti, écrit audacieusement: "La page qu'il occupait dans le livre des vivans, montre également en volume d'y inscrire à la place celui de duc de Bordeaux." Enfin les chefs des légitimistes, quelque peu éblouis par les élections qui ont porté trente-cinq d'entre eux à la chambre, se laissent aller à des rêves ambitieux ; et le *Constitutionnel* a ce propos s'écrie: " Il est temps que chacun retourne à son drapeau !"

Un lit dans le *Journal des Débats* : "Un prince à jamais regrettable a péri. Pleurons cette perte, et consolons sa noble famille par des preuves d'affection. Que la France veille sur les princes orphelins, ce noble et triste héritage que nous laisse leur père ! Que le souvenir du duc d'Orléans les protège ! La douleur publique n'est que trop juste, car un prince jeune et aimé, un prince plein de promesses et d'espérances est mort ! Mais nos institutions subsistent, et elles sont notre propre ouvrage ! La monarchie est debout; le roi et ses enfans la soutiennent ! Les chambres, nos députés, les députés de la France leur apporteront l'appui de la volonté nationale. La législature pourvoira à toutes les nécessités du moment, et les destinées de la grande nation, à moins qu'elle ne s'abandonne elle-même, seront à l'abri de l'un de ces terribles accidents auxquels les existences les plus précieuses sont exposées."

—Le *Constitutionnel* en donnant l'ordonnance de convocation des chambres pour le 26 juillet, ajoute les lignes suivantes qui suivent: "Cette mesure mérite notre entière approbation toute entière. Dans cette triste et solennelle circonstance, les représentans du pays doivent se rallier autour du trône et lui offrir les hommages de condoléance de la France. Il y a aussi à lui soumettre une grave question, celle de la Régence. On ne saurait la retarder. Que la chambre, que la chambre sera une immense garantie pour le pays."

—Le *Courrier* fait sans doute allusion à cette question de la Régence : "Le Roi et sa famille vivra assez longtems pour reprendre et continuer sans bénéfice de son petit fils, la lourde tâche imposée aux fondateurs de dynastie. La France toute entière a besoin d'être assurée contre tous les événemens qui peuvent survenir. L'héritier de la couronne étant un enfant à peine sorti des langes, il devient nécessaire de constituer une Régence qui puisse en cas de besoin, exercer les fonctions royales durant la minorité du comte de Paris. Ce sera là le premier devoir des chambres qui vont se réunir. La France veut encore le maintien de ce qu'elle a établi en 1830, et elle est assez forte pour mener à bonne fin sa volonté. Il ne faut pas cependant se dissimuler que le désastreux accident qui a enlevé le duc d'Orléans à sa famille et au pays est de nature à raviver les prétentions de certains partis. Convaincus que le gouvernement actuel s'affaiblit par cette perte, ils peuvent devenir par cette faiblesse même plus entreprenans. Il est donc du devoir des Pouvoirs de l'Etat de prendre des mesures pour rendre leurs tentatives impuissantes."

MORT DU DUC D'ORLEANS.—Les récits officiels ont été de quelques-uns des détails rapportés par la voix publique et publiés en partie dans notre numéro de 9 courant. Ce n'est pas, comme on l'avait dit généralement, en revenant de Neuilly, mais en y allant que le prince a été tué. Il était parti des Tuileries dans une voiture à la Daumont, et selon son habitude, il allait fort vite. Les chevaux échauffés par leur marche rapide, commencèrent à s'animer en apercevant en passant devant la porte Maillot. Déjà le postillon en les maîtrisait plus qu'avec peine, quoique son porteur eut sculpris le galop.

Attaché très court, ainsi que c'est l'usage, particulièrement dans les attelages à la *daumont*, le cheval se sentit gêné, et c'est alors qu'il s'emporta avec une rapidité qui entraîna le cheval *sous-main*, le prit et l'arrêta jusqu'alors fort tranquille. Le prince cria au postillon: "Tu n'es plus maître de tes chevaux !— Non, monseigneur; mais je les dirige encore."

En effet, il n'avait perdu ni les arçons ni les étriers ; il fit tout rigoureusement de son ressort, il put vainement détourner ses chevaux par la gauche, dans le vieille route de Neuilly, qui lui offrait carrière. "Mais tu ne peux donc pas les retenir ?" cria de nouveau S. A. R., qui s'était levé debout dans sa voiture.—" Non, monseigneur."

Il est probable qu'un cahos aura alors jeté le prince hors de la voiture, et ceci résulte d'une manière presque évidente de l'autopsie faite par M. le docteur Pasquier, premier chirurgien du prince royal, assisté de M. Passavant père, chirurgien du roi, et de MM. Fouquier, Amyot, Morelot, Blandin, Blache, Destouche, Sauvé et Seigun, en présence de M. le Baron Athalin, aide-de-camp de S. M. le député par le roi.

"L'autopsie, dit-il, a constaté de nombreuses fractures à la voute et à la base du crane, la déchirure du cerveau lui-même et un épanchement considérable de sang dans le crane et la poitrine; toutes ces fractures ne laissent aucun doute sur l'impuissance de l'art et permettent à peine de comprendre comment le prince a pu supporter une aussi longue agonie.

Après ces examen minutieux des circonstances qui ont précédé la chute du prince, les hommes de l'art ont été unanimes à reconnaître, d'après la gravité et le nombre des fractures du crane, que la mort a dû être *instantanément* précipité hors de la voiture, et qu'il a dû tomber la tête sur le pave : de là l'épanchement considérable remarqué dans le cerveau.

Il ne serait donc pas vrai que le prince ait voulu sauter hors de la voiture; ce fait résulte encore de l'interrogatoire du postillon qui conduisait la voiture et du valet de suite ; ils ont déposé qu'ils n'ont pas vu le prince sauter à terre; le postillon a ajouté qu'il n'a pas entendu les paroles que le duc d'Orléans lui a adressées, et que, tout occupé de retenir ses chevaux, il n'a pas compris une sorte de bourdonnement à ses oreilles.

Il faudrait donc admettre qu'au moment où le prince royal s'est levé pour demander au postillon s'il était maître de ses chevaux, un choc l'aura précipité sur le pave; ainsi s'expliquerait la chute perpendiculaire sur le crane.

Après l'autopsie, les hommes de l'art ont procédé à l'embaumement par la methode égyptienne qui consiste dans l'embaumement partiel de tous les organes. Le cœur a substitué a été remis d'un uniforme mort de lieutenant général, car la reine a voulu garder ce fut que le prince portait au moment de sa chute.

Avant-hier soir, à 7 heures, M. Pradier a procédé, dans la chapelle de Neuilly, à l'opération du moulage en plâtre du visage, des mains et des pieds de M. le duc d'Orléans. M. de Cailleux, directeur des musées royaux, accompagnait M. Pradier et a présidé à l'opération. Les traits du prince n'étaient nullement altérés par la mort; ils étaient empreints d'une dignité sereine et d'une sérénité ineffables. Le plâtre de M. Pradier a très bien venu, et tout permet d'espérer qu'il reproduira la ressemblance avec la cruelle malheureux prince, dont il n'existe qu'un portrait fidèle, celui qu'a récemment achevé M. Ingres.

—La Princesse Clémentine et la Duchesse de Nemours, accompagnées de M. de Rumigny, étaient allées chercher la Duchesse d'Orléans à Plombières, mais celle-ci avait été prévenue bien à temps, car moins de vingt quinze minutes après l'accident, le télégraphe en transmettait la nouvelle au préfet des Vosges, qui courut immédiatement à Plombières la communiquer au général Bertrand, aide-de-camp de la princesse. Celui-ci a eu toutes les précautions possibles à employer. Son Altesse Royale, qui déclara qu'elle voulait partir sur le champ pour Paris. La *torte* était déjà fort avancée; à cinq heures du matin tout était prêt, et la princesse partit en proie à la plus vive inquiétude, mais n'imaginant pas que son mari fut mort. Entre Epinal et Neufchateau, M. Bertin de Veaux, aide-de-camp du prince, rencontra la voiture de la Duchesse. Quand celle-ci l'aperçut, son émotion fut inexprimable : "Ah! s'écria-t-elle, il est mort !" De ce moment elle s'abandonna au plus vif désespoir et ne voulut recevoir aucune consolation. Après Mirecourt, elle rencontra la Duchesse de Nemours et la Princesse de Joinville qui lui remirent des lettres du Roi et de la Reine : ce fut une pénible entrevue. Malgré les défaillances continuelles que lui causait la douleur, la princesse continua sa route; et elle arriva le 16 dans la matinée au château de Neuilly. La première entrevue entre l'auguste veuve et la famille royale a été comme on peut l'imaginer, des plus déchirantes. Son Altesse Royale a revécu de nouveau Paris. Les portières de sa voiture sont demeurées fermées pendant tout le trajet de Plombières à Paris.

— Le duc d'Orléans semblait avoir le pressentiment de sa mort prochaine, il disait, il y a quelques jours, à sa sœur la princesse Clémentine, qui lui parlait des chances glorieuses de son avenir: Je montrai jeune, chasseur, je dois mourir bientôt.

— Le *Messager* du 15 dit que, dans le conseil tenu à Neuilly, le roi a traité les affaires d'état avec cette lucidité, ce grand sens et ce sang froid merveilleux qui ne lui ont fait défaut dans aucune des plus cruelles épreuves de son règne.

Il paraît que le corps de M. le duc d'Orléans sera exposé au palais des Tuileries; hier au soir, à neuf heures et demie, il a été conduit aux Tuileries plusieurs voitures chargées de tentures et d'objets funéraires.

Une marche instrumentale et spéciale sera composée pour la translation du corps à l'église métropolitaine; c'est M. le directeur du Conservatoire de musique qui est chargé de cette composition.

Déjà on s'occupe du cortège. Voici les principaux corps qui doivent y figurer:

La garde nationale et les corps de troupes de Paris et de la banlieue, l'école spéciale et militaire de Saint-Cyr, l'école Polytechnique, l'école d'application d'état major, le collége Henry IV, les ministres, les marechaux, les membres de la chambre des députés, la cour et du conseil d'état, la cour de cassation, la cour des comptes, le conseil général et le conseil municipal du département de la Seine ; les divers corps de l'état major, le conseil d'amirauté, les membres du corps diplomatique, les membres de l'Université, de l'Institut, les corps savans, les tribunaux de premières instances et du commerce, les préfets et maires des départemens. Enfin, des drapeaux, portés par des sous-officiers, respectivement, comme à la translation des cendres de Napoléon, les divisions militaires de 86 départemens de la France.

Le même jour un service funèbre sera célébré dans toutes les églises du royaume.

A la suite de ces cérémonies le corps du duc d'Orléans sera transporté à Dreux pour y être enterré.

— POINT DE PEINE DE JUILLET A PARIS.—M. le ministre de l'intérieur vient d'adresser aux préfets la circulaire suivante :

"PARIS, le 14 juillet 1842.

"M. le préfet, la France est en deuil de l'héritier du trône.

"Aucune fête ne peut avoir lieu à l'occasion des anniversaires des journées de juillet. Le service funèbre en l'honneur des victimes sera seul célébré.

"Recevez, etc. Le ministre de l'intérieur,

"T. DUCHATEL."

LA NOUVELLE CHAMBRE.—Le *Constitutionnel* publie une liste des députés, liste dans laquelle les membres de la nouvelle chambre sont classés, d'après leurs professions de foi, en ministériels et en opposans. Le *Journal des Débats*, faisant les mêmes travaux à son point de vue, avait trouvé, en faveur du ministère, une différence de 73 voix. Le *Constitutionnel* diminue considérablement cette différence et attribue au ministère 230 députés, sans compter ceux de la Corse, et 227 à l'opposition. S'il en était ainsi, la chambre serait partagée également; mais nous croyons que le *Constitutionnel* a exagéré le succès de l'opposition autant que le *Journal des Débats* celui du ministère. Pour en donner une idée, nous citerons seulement trois députés, M. de Vallon, M. Mauguin et M. Hello, que le *Constitutionnel* range dans l'opposition et qui ont voté ou qui voteront habituellement avec le ministère. Ces inexactitudes, que nous signalons et qui étaient à peu près inévitables, prouvent qu'il sera difficile dès aujourd'hui de mesurer les forces que chaque parti a puisées dans les élections. Il paraît avéré jusqu'ici que l'opposition a gagné dix à quinze voix. Mais nous n'essaierons pas de préciser ces avantages à une voix près. L'effet moral des élections, voilà ce qui est acquis à l'opposition. Que les électeurs aient purgé la chambre de dix ou de quinze ministériels encroûtés, peu importe en définitive. Ce qui est grave, ce qui est manifeste, ce qui est important, c'est la protestation qu'a voulu faire la France électorale contre la politique de M. Guizot. Et il faudra bien que le ministère s'humilie devant cette volonté de la nation.

ANGLETERRE.

LE PARLEMENT s'occupe toujours de la détre-se qui pèse sur le pays; il discute aussi le bill relatif au timer, et celui qui est destiné à protéger les jours de la reine. Ce dernier projet a été adopté par la chambre avec quelques amendemens, et retourné à la chambre des communes. Le second excite un très vif intérêt et rencontre une fort vive opposition de la part des districts en son action doit être le plus sensible.

Les nouvelles des districts manufacturiers sont toujours de la nature la plus alarmante et la plus sombre. La détresse et la famine règnent dans presque toutes les parties de l'Angleterre, et si quelqu'amélioration dans les affaires n'y vient pas porter remède, on ne saurait prévoir les résultats des mouvemens qui menacent d'éclater sur tous les points. Dans le Staffordshire et dans tous les districts où se fabriquent la poterie, les ouvriers n'en vont par bandes arrachant aux négocians des contributions; et s'ils ne reprennent pas bientôt leurs travaux, il est à craindre que les pauvriers ne soient obligés d'arrêter, faute de charbon. La *Yeomanry* et les troupes sont sur pied à New-Castle, Under-Lyne et dans les villes voisines; on s'y attend à chaque instant à de sérieuses collisions, bien que jusqu'à présent aucun trouble n'ait éclaté, à Manchester, à Leeds, à Stockport, Dirtraition est estrême, et l'on peut se faire une idée de l'étendue de la misère de ces contrées par les pétitions que les habitans adressent au parlement. Les unes demandent la suppression des corn-laws, les autres l'abolition des machines, les unes et les autres la diminution des heures de travail. Les pétitions de ce genre sont innombrables, et elles ne sont pas moins nombreuses que celles qui demandent la suppression des corn-laws. Les unes et les autres ne peuvent être prises en considération par la chambre, et cependant elles sont signées par des centaines de mille personnes.

Le bill pour la suppression des corn-laws a été lu pour la seconde fois à la chambre des communes, et renvoyé à un comité général. Il a été appuyé par M. Villiers, qui a fait ressortir les avantages que le commerce et l'industrie retireraient de l'abolition de ces lois. Il a été combattu par M. Gladstone, qui a déclaré que le ministère ne pouvait pas donner son assentiment à une mesure qui, selon lui, aurait pour résultat de ruiner l'agriculture, et de priver le trésor d'une somme de 20 millions sterling. Il a été appuyé par M. Cobden